

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Debtocracy-Grece-Nous-vivons-sous-une-occupation-economique>

Debtocracy Grèce : « Nous vivons sous une occupation économique »

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -

Date de mise en ligne : samedi 16 juillet 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Trois jeunes prêts à filmer une vidéo de 15 minutes à propos de l'audit demandé par le président équatorien Rafael Correa pour savoir quelle partie de la dette de son pays était illégitime fut le point de départ pour produire « [Debtocracy](#) » (ἑξ ἑπιτόκιοι 'αἰΤΜ'), un documentaire grec qui fait le tour du monde sur Internet.

Voir : « [Debtocracy](#) »

« A cours de la première semaine de lancement en *copyleft* (distribution libre) sur Internet nous avons atteint 500.000 visites, un vrai phénomène en Grèce, dit Leonidas Vatikiotis, journaliste spécialisé en économie et l'un des responsables de ce film de 75 minutes édité par *BitsnBytes*, qui explique les causes et les solutions de la dette grecque de façon critique.

Vatikiotis a expliqué que « c'est un documentaire financé par les gens ». « Nous avons commencé par faire un court enregistrement, mais se sont ajoutées au projet davantage de personnes disposées à nous aider et les apports reçus nous ont permis de le financer, quelque chose d' indispensable pour nous sentir libres de l'influence des entreprises, des banques ou des partis politiques », a-t-il précisé.

IPS : Quel est l'objectif de « Debtocracy ? »

Leonidas Vatikiotis : Nous essayons d'expliquer comment la crise économique-financière de la Grèce a germé et s'est généré au sein du système même de dette et nous voulons mettre en évidence la façon irrégulière dans laquelle nos dirigeants politiques ont géré la situation, dans le dos du peuple tôt en sachant le mal qu'ils faisaient.

Ils cherchent à nous présenter comme une nation de gens peu travailleurs, qui dépensent beaucoup. C'est pourquoi, nous essayons d'expliquer que nous ne sommes pas des fainnants. Nous reconnaissons qu'il y a des problèmes structureaux dans l'économie, mais cela tient principalement avec fait que le gouvernement se refuse à mettre des taxes sur les bénéfices des « grands capitaux » c'est-à-dire les propriétaires des compagnies de navigation, de banques, sur l'Église, et cetera.

Pourquoi avez-vous choisi ce nom pour le documentaire ?

« [Debtocracy](#) » fusionne deux noms. D'un côté, une dette et de l'autre une démocratie. Nous croyons que « [Debtocracy](#) » est le contraire de democracy, parce que beaucoup de gens en Grèce pensent que maintenant nous sommes, d'une certaine façon, entrain de vivre sous une occupation économique.

Le germe de cette crise est-il dans la politique économique européenne ?

Les problèmes structureaux de l'actuel système capitaliste n'ont pas commencé en 2007 ou 2008 comme on veut le faire croire à l'opinion publique, mais dans les années 70.

Après les problèmes structureaux de l'économie mondiale, sont arrivés ceux qui ont été générés dans l'Union

Européenne (UE). Ce système unitaire a créé un déficit et des dettes très sérieuses dans la périphérie du bloc.

Dans sa nature, l'UE a créé la situation de dette que maintenant nous affrontons.

Que suggérez-vous comme solution à cette crise de dette ?

Comme premier outil, la création d'un audit comme celui fait en Équateur pour vérifier quelles parties de la dette étaient illégales.

En même temps, certains d'entre nous considèrent aussi nécessaire de sortir de la zone euro, à cause des problèmes que celle-ci crée. Nous avons vu plusieurs pays qui ne sont pas des membres de l'UE qui se sont débrouillés avec habileté pour dévaluer leur monnaie, chose impossible en restant membre de l'eurozone.

C'est le cas de l'Islande qui a nationalisé les banques, ils les ont laissé s'effondrer, ils ne leur ont pas injecté de l'argent et ils ont dévalué leur monnaie. Je crois qu'en Grèce nous devrions probablement faire de même.

Vous avez parlé d'une dette illégitime : comment expliquer ce concept ?

Pour que la dette contractée par l'État puisse être considérée illégitime, les prêts doivent avoir été fait sans la connaissance du peuple, sans que cet argent prêté soit investi dans des projets ou des activités qui bénéficient aux gens et les banques qui ont prêté ont fait les deux choses. Pour évaluer tout cela, il serait nécessaire, qu'un audit comme celle que j'ai évoqué.

Le documentaire montre quelques exemples de dettes illégitimes

Oui, par exemple on évoque comment les Etats-Unis eux-mêmes ont fait valoir ce concept après avoir déclaré leur indépendance et aussi quand Cuba est devenue territoire américain après la décolonisation espagnole. Alors on a déclaré illégitime la dette contractée par l'île caribéenne.

Un autre cas plus récent fut la dette que l'Irak avait avec la France ou la Russie, principalement, et que le gouvernement fantoche, après l'occupation des Etats-Unis en 2003, n'as pas reconnue.

Comment peut démontrer que la dette d'un pays est illégitime ?

Grâce à un simple audit qui étudie les accords, les contrats, les crédits et le reste. Ainsi il serait possible de démontrer dans quelle mesure ces contrats ont été passés en fraude. La dette pourrait être déclarée illégitime et nous les grecs nous ne serions pas moralement obligés de la payer.

Pour le gouvernement équatorien de Rafael Correa , cela n'a pas été facile de réaliser l'audit, parce que les organismes de l'administration étaient contrôlés par des personnes avec de forts intérêts, mais il a réussi.

Quand Correa a annoncé qu'il ne paierait pas, les obligations de son pays sont tombées en chute libre et les actionnaires qui avaient acheté la dette l'ont mise en vente à des prix très bon marchés, l'Équateur de l'époque a profité et a acheté la dette sous couvert des médias. Ainsi il a réussi tenir une grande partie de ces engagements.

Est-ce que c'est cela qu'il faut essayer en Grèce ?

De nombreux grecs veulent démontrer qu'il s'agit d'une dette contractée par des gouvernants corrompus et que nous les citoyens lambda, les travailleurs, nous devons maintenant payer.

Le Fonds monétaire international (FMI) et la banque Centrale Européenne prétendent que nous les grecs payons une dette insoutenable et contractée à travers des accords corrompus avec plusieurs sauvetages qui l'augmentent encore plus. Et derrière tout cela se trouvent ces deux organismes multilatéraux se faisant les protecteurs des intérêts des créanciers.

Comment se répercutent ces sauvetages sur la situation sociale ?

Les sauvetages génèrent des coupes dans les budgets sociaux sans précédents. Ils augmentent les heures de travail avec des contrats beaucoup plus précaires. Les retraites baissent, l'âge de la retraite est repoussé, les services publics sont privatisés et sont dans les mains de ces mêmes créanciers.

Les grands médias de communication présentent seulement la possibilité de continuer à payer à tout prix, parce qu'ils servent les mêmes pouvoirs économiques auxquels les États doivent la plupart de la dette.

Considérez-vous la corruption comme un facteur de fond dans les causes de la crise financière ?

Bien sûr. La corruption est un grand problème pour la Grèce, bien que nous devions relativiser son poids dans la balance et voir qu'elle n'est pas au premier rang. Même si nous changions tous les dirigeants politiques grecs, il en viendrait d'autres créant la même maladie, parce que le germe est dans le système.

Nous ne nions pas que les hommes politiques grecs soient corrompus et qu'ils jouent un grand rôle dans cette crise, mais il faut regarder les deux visages que la corruption. D'un côté ce sont les dirigeants qui restent avec de grandes primes, mais de l'autre côté, ce sont, les grandes entreprises étrangères qui les entraînent dans cette pratique illégale.

A quelles difficultés font face les familles face aux coupes du sauvetage ?

L'un des exemples qui apparaît dans le documentaire est celui d'un médecin qui appartient à *Doctors of the World*. Maintenant cette organisation non gouvernementale qui a été créée pour travailler en Afrique subsaharienne a du laisser ses postes là et rentrer en Grèce parce qu'ici il y a des gens qui passent par les mêmes ou pires nécessités.

En Grèce il y a des familles qui ont faim et c'est le reflet des effets des mesures de restriction budgétaire du gouvernement. Beaucoup de gens seraient d'accord pour subir ces coupes s'ils voyaient qu'elles ont un sens, que les mesures fonctionnent, mais ce n'est pas le cas, parce que la crise s'approfondit chaque année.

Les grecs, nous pensons que nous ne souffrons pas des coupes budgétaires pour que le pays fasse des économies, mais pour payer les prêteurs étrangers. Et c'est pourquoi maintenant nous disons : ça suffit, nous ne paierons pas pour une dette qui détruit notre société !

[IPS](#), le 13 juillet 2011

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).